



Consultation n°2024-037

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Fourniture et maintenance d'équipements audiovisuels et services associés  
pour CentraleSupélec – Campus de Gif-sur-Yvette**

Marché public de fournitures et de services (CCAG-FCS)

## SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES .....	3
2.	FORME DU MARCHE .....	3
3.	DUREE DU MARCHE .....	3
4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
5.	CLAUDE DE REEXAMEN .....	4
6.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	5
7.	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	5
8.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....	11
9.	LE PERSONNEL DU TITULAIRE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.	ORGANISATION DU TRAVAIL .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.	DELAIS D'EXECUTION .....	11
12.	REUNION DE LANCEMENT .....	12
13.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
14.	PRIX DU MARCHE .....	13
15.	MODALITES DE REGLEMENT .....	15
16.	PENALITES .....	16
17.	RESILIATION DU MARCHE .....	16
18.	ASSURANCE .....	17
19.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	17
20.	DIFFERENDS .....	18
21.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE .....	18
22.	: DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES .....	18

## **1. Dispositions générales**

---

### **1.1. Préambule**

CentraleSupélec est un Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un Grand Établissement, relevant de la tutelle conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé de l'Industrie.

Forte de ses campus de Paris-Saclay, Metz et Rennes, CentraleSupélec compte :

- 4200 étudiants, 370 enseignants/enseignants-chercheurs en interaction avec son réseau international ;
- 3 écoles à l'étranger (Chine, Inde et Maroc) et 5 laboratoires internationaux associés (Brésil, Canada, États-Unis et Chine) ;
- L'École est partenaire de 176 universités étrangères et de 140 entreprises ;
- 800 administratifs et doctorants travaillant dans les trois campus.

### **1.2. Objet du marché**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne des prestations de maintenance préventive, corrective et fourniture d'équipements audiovisuels pour CentraleSupélec sur le campus de Gif-sur-Yvette.

Le marché public a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2124-2, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ce marché ne comporte pas de variantes, d'options ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

## **2. Forme du marché**

---

Le présent contrat est un marché public de fourniture et service, sous la forme d'un accord-cadre composite comprenant :

- Une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes de maintenance préventive qui sont décrites dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Une partie à bons de commande pour les prestations ponctuelles de maintenance corrective et de commande d'équipement et qui donneront lieu à l'émission de bons de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) et au fur et à mesure du besoin.

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement car le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions de coordination de la prestation. Par ailleurs, la dévolution en lot risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **3. Durée du marché**

---

Le marché a une durée ferme de 24 mois à compter de la notification du marché. La notification prévisionnelle est prévue en mai 2025.

Le marché est reconductible tacitement une (1) fois pour une période d'un (1) an soit une durée maximum de 3 ans.

Un état des lieux d'entrée du nouvel arrivant et de sortie de l'ancien titulaire sera réalisé.

## **4. Documents contractuels**

---

Le présent marché, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses technique particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La mise au point le cas échéant,
- Les avenants le cas échéant,
- Le Règlement Intérieur de CentraleSupélec ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 31 mars 2021.
- L'offre technique et financière du titulaire ;

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de CentraleSupélec, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **5. Clause de réexamen**

---

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles
- Concernant la partie forfaitaire, les prestations sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché. En effet, le nombre d'équipement concerné par la partie forfaitaire, le niveau de priorité d'une salle sont susceptibles d'évoluer, en cours de marché. Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la

demande de l'administration. Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

- Concernant la partie à bons de commande, pour tout nouveau besoin de CentraleSupélec, le titulaire s'engage sur une offre financière raisonnable et respectueuse du prix moyen pratiqué dans le secteur économique. Le titulaire devra, à la demande de CentraleSupélec, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires sur le marché en cours.

Evolution de la réglementation : la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent marché, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

## **6. Clause de non exclusivité**

---

Le titulaire ne dispose d'aucune exclusivité pour les prestations de renouvellement important d'équipement audiovisuel nécessitant préalablement une étude technique approfondie par un bureau spécialisé et par les services de CentraleSupélec. Ces prestations feront l'objet d'un marché spécifique.

A titre d'exemples cela peut concerner le renouvellement du parc audiovisuel Amphi Michelin ou encore le renouvellement du parc Ubicast.

## **7. Réalisation de prestations similaires**

---

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent marché.

## **8. Obligations générales des parties**

---

### **8.1. Représentation**

#### **8.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **8.1.2 Représentation du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 8.1.3 Sous-traitance

Conformément aux articles R. 2193-4 à R. 2193-8 et R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article du code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGAG/FCS, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

## **8.2. Obligations de résultat**

Le présent marché, est soumis à un **engagement de résultats** de la part du Titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités ou de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS et de l'article 18 du présent CCAP

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

### **8.3. Protection de main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **8.4. Personnel du titulaire**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Le titulaire s'engage, à compter de la notification du présent accord-cadre, à affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier à CentraleSupelec de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences stipulées dans le CCTP,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.
- Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des prestations, des personnels homogènes par prestation, disponibles et réactifs.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement CentraleSupelec et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire sera seul responsable de son personnel intervenant dans le cadre de l'accord-cadre, qui demeure sous son contrôle et sa seule autorité hiérarchique. Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et lesdites obligations visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de CentraleSupelec et/ou les autres lieux d'intervention

### **8.5. Connaissance des lieux**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent CCAP et leurs annexes et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au pouvoir adjudicateur, tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles ce marché ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le pouvoir adjudicateur, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du pouvoir adjudicateur et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le pouvoir adjudicateur le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance

### ***8.6. Protection des données à caractère personnel***

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 1 an.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### ***Autorisation de désignation d'un autre prestataire***

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette



information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### ***Droit d'information des personnes concernées***

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### ***Exercice des droits des personnes***

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [achatsetmarches@centralesupelec.fr](mailto:achatsetmarches@centralesupelec.fr)

#### ***Notification des violations de données à caractère personnel***

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### ***Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations***

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### ***Mesures de sécurité des données à caractère personnel***

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### ***Durée et modalités de conservation des données***

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 12 mois

#### ***Sort des données***

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### ***Délégué à la protection des données***

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### ***Registre des catégories d'activités de traitement***

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### ***Documentation***

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **9. Modalités d'exécution du marché**

---

### **9.1. Modalités de passation des commandes**

Pour la partie forfaitaire : Un bon de commande annuel sera passé pour la prestation forfaitaire.

Pour la partie à bons de commande : Les prestations ponctuelles feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif.

### **9.2. Suspension, modification et reprise de la partie forfaitaire en cas de crise majeure**

En cas de difficultés d'exécution dues à une situation de crise majeure, le pouvoir adjudicateur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur.

### **9.3. Conditions particulières d'exécution des prestations**

#### **9.3.1 Performance environnementale et sociale**

Le pouvoir adjudicateur s'est engagée dans une démarche de responsabilité globale et de développement durable, décrite également dans le CCTP.

#### **9.3.2 Livrables**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, l'ensemble des livrables mentionnés dans les spécifications techniques précitées au CCTP (étude technique, devis, planning etc). Le fait que le pouvoir adjudicateur approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

Il est précisé que chaque matériel ou équipement est livré avec une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

## **10. Délais d'exécution**

---

Les délais exécutés sont les délais précisés dans l'offre technique du titulaire et pour lequel il s'engage. Si les délais sont inférieurs à ceux mentionné au CCTP, ces nouveaux délais deviennent contractuels et les pénalités sont applicables à compter de ce délai.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'annexe 5 du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

### ***11. Réunion de lancement***

---

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du titulaire et ceux du pouvoir adjudicateur, sera organisée au plus tard quinze (15) jours après la notification du marché et selon les modalités définies au CCTP.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions de suivi d'exécution trimestrielles seront organisées. Au besoin des réunions ponctuelles peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de CentraleSupelec, soit à la demande du titulaire.

### ***12. Constatation de l'exécution des prestations***

---

Les opérations de vérification et de constatation de l'exécution des prestations sont effectuées en application du CCAG de référence. Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations

Par dérogation aux dispositions précédentes, pour les prestations nécessitant des travaux d'installation des équipements, La réception est prononcée pour chaque bon de commande, avec ou sans réserve, à l'achèvement de la totalité des travaux. Cette réception sera formalisée par un procès- verbal de réalisation des travaux qui sera annexé à la demande de paiement.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

La décision de réception est notifiée au titulaire.

### ***13. Garantie de continuité des prestations***

---

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie ou congés de l'un des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations dans le cadre du marché, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualifications équivalentes.

Il s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

### ***14. Evolutivité des équipements***

---

Pour les articles indiqués dans le BPU, lorsqu'ils ne sont plus commercialisés par le titulaire ou qu'un produit plus récent dont les caractéristiques techniques ont évolué, et dont le prix unitaire est identique, ils pourront être commandés en lieu et place du produit initialement proposé, et ce sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### ***15. Garantie***

---

Le matériel fourni par le Titulaire est garanti, pendant la durée de garantie légale, soit un an et pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure à la durée de garantie légale, à compter de sa mise en service. Les carnets de maintenance mentionnent à minima :

- La date de prise d'effet de la garantie
- Les caractéristiques du matériel : marque et fournisseur, type et numéro de série

Pendant ces périodes de garantie, il prend toutes dispositions, en accord avec le fabricant ou l'installateur des matériels et équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

Les constituants des installations nouvelles sont remplacés à l'identique sauf impossibilité qui doit être justifiée auprès de CentraleSupelec.

Les constituants des installations nouvelles qui ne peuvent pas être remplacés à l'identique, doivent respecter les caractéristiques techniques préconisées par le Constructeur, mais ne peuvent être de qualité inférieure sauf accord écrit de CentraleSupelec.

Les matières consommables sont de même, celles préconisées par le constructeur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour CentraleSupelec un préjudice, il peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **16. Prix du marché**

---

### **16.1. Forme et caractéristiques des prix**

Les prix du marché sont contenus dans l'offre financière du titulaire. Ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le marché, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions des pièces constitutives du marché.

Le présent marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes (selon la décomposition du prix global et forfaitaire) et à prix unitaire pour les prestations ponctuelles listées au bordaux des prix unitaires (BPU) et sont appliquées aux quantités réellement exécutées et acceptées.

### **16.2. Clause de prix promotionnels**

Le titulaire accepte que les prix de l'accord-cadre puissent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur initiative du titulaire et sans que le marché public ne nécessite d'avenant pour modifier les prix concernés.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel à CentraleSupelec, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles dont notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le tarif promotionnel temporaire est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative nécessaire à l'Agent Comptable.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement dans le BPU et le catalogue sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur.

### **16.3. Révision des prix**

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire du marché. La révision concerne les prix des prestations récurrentes et les prix des prestations ponctuelles du BPU.

#### Formule de révision :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a remis son offre soit la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ce prix est révisable annuellement à la date d'anniversaire du marché, selon la formule paramétrique :

$$P_n = P_0 \times [0,3 + 0,4 (CPF26.11 / CPF26.11 (o)) + 0,3 \times (Indice 010562693 / Indice 010562693 (o))]$$

#### *Index utilisés :*

Indice 010764218 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 26.11- Composants électroniques

Indice 010562693 : Indice des salaires mensuels de base-Edition, audiovisuel et diffusion (NAF niveau A38JA)

Dans laquelle :

$P_n$  = prix révisés

CPF26.11 (o) et Indice 010562693 (o) = sont les dernières valeurs de l'indice connues au mois  $M_0$

CPF26.11 et Indice 010562693 = sont les dernières valeurs de l'indice connues au mois de révision des prix

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupelec.fr) 15 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

**Clause butoir :** Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

## **17. Modalités de règlement**

---

### **17.1. Présentation des factures**

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO. Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail. Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

- N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande
- SIRET : 130 020 761 00016

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, mes indications ci-après :

- L'objet et le numéro ;
- Le numéro de bon de commande ;
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement
- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
- La date d'exécution du marché
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures sont libellées à :

**CentraleSupélec  
Agence Comptable/Service facturier  
3rue Joliot Curie  
91190 Gif-sur-Yvette**

### **17.2. Délais de paiement**

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture à condition que le service fait soit certifié.

En cas de non-respect par l'acheteur public du délai de paiement, le titulaire du marché a droit au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros ainsi qu'à des intérêts moratoires dont le taux applicable est celui de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

Les relances peuvent être adressées à l'adresse suivante :  
compta.fournisseurs@centralesupelec.fr

### **17.3. Avance**

Les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP sont applicables. L'option retenue est l'option B du CCAG-FCS. Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 5% lui est donc accordée.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

## **18. Pénalités**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des clauses du l'accord cadre, sans mise en demeure préalable pourvu que le fait générateur ait été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables

Les pénalités sont calculées en jours calendaires, elles seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

L'ensemble des pénalités imputables sont décrites dans l'annexe : Annexe \_ Tableau des pénalités

## **19. Résiliation du marché**

---

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 32 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, CentraleSupelec peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;



- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du décret ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, CentraleSupelec se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du marché à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

### **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire, du marché résilié, doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de non-respect des stipulations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire

## **20.Assurance**

---

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **21.Pièces et attestations à fournir**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **22. Différends**

---

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 37 du CCAG FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

## **23. Règlement des litiges et langue**

---

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **24.: Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services**

---

Articles du CCAG –FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
Article 14.1.1.	Article 14
Article 14.1.3.	Article 14
Article 9.	Article 15
Article 33	Article 16